

**Etablissement public territorial
PARIS TERRES D'ENVOI**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 9 JUILLET 2020

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT, LE NEUF JUILLET,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOI
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°41 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
POUR LE BIEN SIS 28-30 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC - 24-26 AVENUE JEAN JAURES AU BOURGET CADASTRE SECTION
K N°1**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial de Paris Terres d'Envoi dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,
Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envoi,
Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n°32 du conseil de territoire du 10 avril 2017 instituant le droit de préemption simple et renforcé sur la commune du Bourget et délégation partielle d'exercice au profit de la commune du Bourget,
Vu la délibération n°17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain,
Vu la délibération du conseil municipal du Bourget n°105 du 19 décembre 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Bourget, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,
Vu la délibération du Bureau de l'EPFIF du 4 décembre 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Bourget, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT Paris Terres d'Envoi,
Vu la délibération n°127 du 9 décembre 2019 du conseil territorial Paris Terres d'Envoi relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Bourget, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,
Vu la délibération n°129 du 9 décembre 2019 du conseil de territoire relative à la délégation du droit de préemption au Président de l'EPT Paris Terres d'Envoi et lui donnant la faculté de le déléguer à une personne tierce conformément à l'article L 213-3 du code de l'urbanisme,
Vu la nouvelle convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune du Bourget et l'EPT en date du 30 décembre 2019,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Alexandre BOUE, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 30 juin 2020 en mairie du Bourget et enregistrée sous le numéro 09301320A0100, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de Monsieur Jean-Paul TEYSSERE et Madame Danielle TEYSSERE épouse REGIS de céder leur bien situé au Bourget, 28-30 avenue de la Division Leclerc - 24-26 avenue Jean Jaurès, cadastré au Bourget, section K n°1, occupé par trois locataires comme indiqué dans la DIA, moyennant le prix de un million cent mille euros (1 000 000 €).

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200709-41-09-07-2020-AU
Date de télétransmission : 20/07/2020
Date de réception préfecture : 20/07/2020

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Bourget, l'EPT et l'EPFIF et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

Article 1 De déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain du bien situé au Bourget, 28-30 avenue de la Division Leclerc - 24-26 avenue Jean Jaurès, cadastré section K n°1, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction Générale des Finances Publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

Article 2 De préciser qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Directeur de l'EPFIF,
- Monsieur le Maire de la commune du Bourget,


La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 D'informer le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la ville les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant son affichage auprès du tribunal administratif de Montreuil.
Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. En cas de rejet du recours gracieux par ce dernier, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de Montreuil.
L'absence de réponse de l'auteur de la présente décision dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours gracieux.

Pour extrait conforme

Le Président,
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200709-41-09-07-2020-AU
Date de télétransmission : 20/07/2020
Date de réception préfecture : 20/07/2020